

République Française - Département
DÉLIBÉRATION du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES
SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 2025

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de : Monsieur Etienne MALACHANNE, Maire
MERLE -HLYWA-TRAUCHESSEC -CORNUT- LLINARES -GIBELIN-FABREGUE-
BONNET -GUY-POLGE -SAEZ-DENNEULIN -SINET- POLGE- BOINON-BERARD
DE MALAVAS – ROSSO-DANIEL

Procurations :

DEBAILLE a donné procuration à SINET
MESA-GAYTON a donné procuration à GUY

Absentes :

VERDELHAN
WILUS

Madame Maryline HLYWA est élue secrétaire de séance.

OBJET : Adhésion au contrat groupe « assurance statutaire » proposé par le Centre de Gestion du Gard pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2029

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération n° 2025-016 du 31 janvier 2025 de la commune de Salindres donnant mandat au Centre de Gestion du Gard pour négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, garantissant les risques financiers encourus par la collectivité à l'égard de son personnel, auprès d'une entreprise d'assurance agréée,

Vu la délibération n° DEL-2025-47 du 30 juin 2025 du Conseil d'Administration du CDG 30 fixant les taux de frais de gestion relatifs au service facultatif « assurance statutaire »,

Vu le résultat de la commission d'appel d'offres du CDG 30 en date du 26 mai 2025,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence le CDG30 a retenu comme prestataire RELYENS SPS/RELYENLI/RELYENS MI afin de couvrir les risques statutaires encourus par les collectivités et établissements publics lui ayant donné mandat,

Le Maire expose :

Depuis de nombreuses années, le Centre de Gestion du Gard accompagne les collectivités et les établissements publics qui lui sont affiliés pour couvrir les risques statutaires auxquels ils sont exposés.

Le contrat actuel arrivant à son terme au 31.12.2025, le centre de Gestion du Gard a mené une procédure de mise en concurrence afin de proposer un nouvel opérateur aux employeurs affiliés à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le contrat d'assurance statutaire proposé par le Centre de Gestion du Gard permet aux collectivités de 30 agents CNRACL et plus de choisir les garanties pour lesquelles elles se couvrent.

Le contrat couvre l'intégralité des risques statutaires pour les agents CNRACL, à savoir :

- le décès
- le congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)
- le congé de maladie ordinaire
- le congés de longue maladie et de longue durée
- le temps partiel thérapeutique
- la disponibilité d'office pour raison de santé
- l'allocation d'invalidité temporaire
- la maternité, paternité, adoption.

Ainsi que pour les agents IRCANTEC avec prise en charge du :

- congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)
- congé de maladie ordinaire
- congé de grave maladie
- congé de maternité, paternité, adoption

L'assiette de cotisation et de garantie est constituée par :

Les éléments de base :

- Le traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension (TIB), perçu par tous les agents saturés au cours de l'exercice d'assurance
- la nouvelle bonification indiciaire annuelle (NBI)
- le supplément familial de traitement
- l'indemnité de résidence.

Les éléments optionnels :

Pour les charges patronales, l'assiette est fixée forfaitairement à 48% du TBI+NBI

L'adhésion au contrat groupe est liée à la signature d'une convention de gestion permettant de définir les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent les relations relatives à la gestion du contrat d'assurance statutaire souscrit par la commune.

Cette convention définit les interventions du CDG30 qui portent notamment sur :

- les tâches liées à la passation et à la gestion du marché public
- le suivi de l'exécution du contrat
- la gestion des sinistres
- un rôle d'information et de conseil.

La commune participe aux frais d'intervention du CDG 30 en versant une contribution fixée selon les garanties souscrites et s'appuyant sur la masse salariale pour le règlement de la cotisation annuelle due au titre de l'adhésion au contrat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** :

Article 1 : D'adhérer au contrat groupe « assurance statutaire » proposé par le CDG30 à compter du 1^{er} janvier 2026 et de choisir la ou les formules suivantes

NATURE DES PRESTATIONS AGENTS CNRACL	TAUX DE COTISATION ASSUREUR	FRAIS DE GESTION	OUI	NON
Décès	0.13%	0.02%	X	
Congés pour invalidité Temporaire Imputable au service (temps partiel	2.04 %	0.07%	X	

suite à ce risque) (sans franchise)				
Congés de longue maladie / Congés de Longue durée (temps partiel thérapeutique suite à ce risque) sans franchise	3.53%	0.07%	X	
Maternité/Patenité/Adoption- sans franchise	0.44%	0.04%	X	
Maladie ordinaire, franchise 10 jours y compris 1 j de carence. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	4.13%	0.05%		X
Ou Maladie ordinaire, franchise 20 jours y compris 1 j de carence. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	3.03%	0.05%		X
Ou Maladie ordinaire, franchise 30 jours y compris 1 j de carence. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	2.38%	0.05%	X	
Maladie ordinaire, franchise 10 jours y compris 1 j de carence. Montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	3.62%	0.05%		X
Ou Maladie ordinaire, franchise 20 jours y compris 1 j de carence. Montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	2.64%	0.05%		X
Ou Maladie ordinaire, franchise 30 jours y compris 1 j de carence. Montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire. Temps partiel thérapeutique (y compris TPT sans arrêt initial) Disponibilité d'office pour raison de santé. Allocation d'invalidité temporaire	2.06%	0.05%		X
TOTAL(1)	8.52%	0.25%		

(1) Le taux de cotisation global est égal à la somme des taux applicables aux garanties retenues

NATURE DES PRESTATIONS AGENTS IRCANTEC	TAUX DE COTISATION	FRAIS DE GESTION	OUI	NON
--	--------------------	------------------	-----	-----

Envoyé en préfecture le 25/11/2025

Reçu en préfecture le 25/11/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20251120-DE2025_103-DE

TOUS RISQUES Franchise 10 j en maladie ordinaire y compris 1 jour de carence	1.27 %	0.25%	X	
--	--------	-------	---	--

De manière optionnelle :

NATURE DES PRESTATIONS	OUI	NON
Charges patronales fixées à 48 % du TIB + NBI		X

Article 2: d'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer les documents relatifs au contrat d'assurance statutaire du CDG30.

Article 3: de SIGNER la convention d'adhésion au service « Assurance Statutaire » proposée par le CDG30.

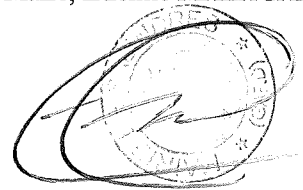
Article 4: d'INSCRIRE les crédits correspondants au budget de la collectivité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Adoptée à l'unanimité

Pour copie conforme

Le Maire, Étienne MALACHANNE



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
Fait à Salindres le : 25/11/2025
Date de publication : 26/11/2025